

Chers Amis de France,

Nous avons lu avec beaucoup d'attention, le texte joint à votre message circulaire du 9 février. Il contenait un tout petit article révélateur sur l'Amazonie péruvienne, paru dans "Message du Secours Catholique" et Caritas international de février 2011. Vous devez savoir que les préoccupations qui y sont exprimées ont fait l'objet de beaucoup de discussions ici, au SARES de Manaus, durant l'année écoulée.

En résumé, nous pouvons affirmer que la Pan-Amazonie est soumise à des pressions d'une extrême violence croissante, non seulement directement contre la vie humaine, mais contre toutes les formes de vie qui ont prospéré dans cette région. Notez que cette idée n'est pas seulement la nôtre, mais a déjà été dénoncée par l'évêque de la région du Nord Brésil qui a déclaré :

"Plus qu'à tout autre époque de son histoire, l'Amazonie a besoin de la proclamation urgente d'un jubilé. Il devra être une ère nouvelle de justice et signifier la libération des terres et des eaux, le droit à la citoyenneté des populations de la région et le rachat de la dette sociale, de sorte qu'il y ait vie et justice pour tous. " (CNBB - Nord I. Doc Manaus.).

Par la déclaration ci-dessus, il est proposé que le SARES ose naviguer en eaux plus profondes. Comprenant que sa mission ne pouvait se limiter aux frontières du Brésil, il doit concevoir, planifier et financer un **Observatoire de la Pan-Amazonie**, qui aura pour objectif principal la surveillance des impacts sur l'interculturalité, sur la justice socio-environnementale et sur les processus démocratiques pour les communautés de la région. Il est très important de souligner que ces impacts sont les effets des grands projets de développement, dont la mise en œuvre est caractérisée par de véritables actes de violence contre les pauvres et les non protégés, qu'ils soient autochtones, riverains, noirs, métis, petits agriculteurs de subsistance, etc . Toute la réflexion que nous avons menée, que ce soit à partir de nos cours de formation ou de nos engagements socio-politiques, nous a conduit à la conviction que la société civile doit exercer un contrôle sur les grands projets de développement que les États nationaux déplacent dans la région. Ceci est vrai en particulier à propos du Brésil, qui a démontré un comportement colonialiste, en ce que, tout en assujettissant l'autre, il a utilisé sa puissance économique pour construire un réseau d'infrastructure qui rend possible l'implantation des plus grandes entreprises brésiliennes, en particulier les entreprises connectées aux industries du bois, des mines, de l'électricité et de l'agro-alimentaire. Cette agression contre la vie en Amazonie est malheureusement une réalité aujourd'hui.

Pour le peuple, pour les exclus sociaux, le maintien d'une surveillance, d'une réflexion et de la compréhension de ces faits, devient une arme avec les outils nécessaires pour la résistance. C'est la base de l'ensemble du processus de défense de la vie dans cette partie de la Création.

En annexe, je joins le projet de notre Observatoire, pour votre compréhension et je le recommande à ceux qui sont intéressés par la préservation de la vie en Amazonie. Ce projet a été élaboré pendant l'année précédente, avec une contribution initiale locale. En 2011, il a été envoyé au Secours Catholique et au Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, avec qui nous avons siégé au Forum Social Pan-Amazonien.

Fraternellement dans le Christ

Paulo Felizola, Diacre.